

Comment appréhender la problématique des entreprises chinoises de BTP en Algérie ?

Hicham Rouibah



Doctorant en socio-économie à l'Université Paris-Diderot, programme Arts de l'IRD, membre du laboratoire DYNURES de l'Université Oran.

rouibah_hicham@hotmail.fr

Finalités de la recherche et retombées scientifiques

Depuis plus d'une décennie l'implantation des entreprises chinoises en Algérie fait l'objet de discussions à la fois médiatiques et scientifiques. En effet, hormis les commerçants, on recense 90 000 Chinois travaillant avec les 300 filiales chinoises qui opèrent en Algérie, en l'occurrence dans le secteur du BTP (Bureau of statistics of China, 2015). Des chiffres qui se verront sans doute à la baisse à cause de la crise financière qui traverse l'Algérie suite à la chute des prix de pétrole.

De ce fait, l'objectif de mon projet de recherche est de tenter de décrire et d'analyser les implications des investissements chinois en Algérie, en appréhendant ce phénomène par son aspect le plus central. Il s'agit d'« ouvrir la boîte noire » selon une expression empruntée à l'économie de l'entreprise, en s'intéressant à l'ensemble des rapports sociaux qui se tissent autour de l'implantation de telles entreprises : leur mode de fonctionnement, l'organisation et les rapports de travail (impliquant dirigeants, salariés chinois et algériens, mais aussi d'autres institutions comme je le détaillerai plus loin), leurs relations avec leur environnement institutionnel et socio-politique. Une telle approche demeure

encore inédite en Algérie en dehors des quelques travaux que j'ai réalisés antérieurement dans le cadre de mon cursus d'études.

L'intérêt d'une telle recherche consiste donc à enrichir la connaissance scientifique sur un phénomène marquant, significatif des processus de globalisation, mais encore peu exploré. Ce programme de recherche est susceptible de contribuer à la compréhension des problèmes des entreprises algériennes (publiques et privées) dans les travaux publics en particulier, ainsi que des ambivalences des orientations en matière de politique économique. Au-delà de sa dimension propre, cet objet de recherche se présente comme un analyseur des mutations de la société algérienne, au moins sous deux aspects : d'une part, parce qu'il éclairera d'une certaine manière les mutations du marché du travail, qui constituent en Algérie une préoccupation centrale mais demeurent mal connues en dehors de l'analyse des données produites par l'Office national des statistiques ; d'autre part parce qu'il mettra également en lumière les pratiques et les représentations de l'altérité qui s'articulent aux rapports de production et de travail. Les résultats scientifiques attendus sont donc *in fine* une

contribution à la réflexion critique et analytique des politiques de développement en Algérie et des évolutions de la société algérienne.

Terrain d'enquête, problématique et premiers résultats

C'est sur un tronçon du projet autoroutier, plus précisément le chantier de la pénétrante qui reliera le port de Bejaia à l'axe principal de l'autoroute Est-Ouest à Bouira, que porte particulièrement mon projet de recherche. Le choix de ce site d'investigation pour construire l'objet de ma recherche s'explique par différentes raisons. Par son utilité en matière de transport routier, l'autoroute Est-Ouest est de loin la plus importante réalisation d'infrastructure publique en Algérie. Son ampleur et sa complexité en font un objet d'étude passionnant et heuristique. Il apparaît exemplaire des modalités d'implantation des entreprises chinoises en Algérie : le fonctionnement du chantier présente, de manière amplifiée, un ensemble de caractéristiques déjà observées à plus petite échelle sur des entreprises chinoises en Algérie (Rouibah, 2011 ; 2013).



© Hicham Rouibah.

J'ai amorcé une enquête de terrain à caractère exploratoire sur ce chantier en avril-mai 2015 dans le cadre de la préparation du master 2 recherche « Étude comparative du développement » à l'EHESS. Cette première enquête m'a conduit à explorer des pistes de problématisation qui constituent la base du présent projet de recherche. En outre, l'autorisation de poursuivre un travail d'enquête en profondeur et de longue durée, essentiel à la réalisation de ma thèse, m'a déjà été accordée. La phase d'enquête de terrain a été mise en œuvre depuis août 2017, et la bourse IRMC-SCAC a été précieuse pour couvrir les dépenses relatives aux déplacements entre les différents champs d'enquête.

La réalisation du chantier autoroutier a été confiée à un consortium formé de l'entreprise chinoise CRCC (*China Railway Construction Corporation*) à laquelle les autorités algériennes ont associé la Société Algérienne des Ponts et Travaux d'Art (SAPTA). La CRCC est la société qui, depuis 2005, a construit les deux-tiers (528 km) de l'autoroute Est-Ouest qui s'étend de la frontière marocaine à celle de la Tunisie, et qui est également chargée de la réalisation de la plupart des pénétrançes qui relient les principales villes algériennes à cet axe.

Pour la réalisation du tronçon Bejaïa-Bouira, la CRCC a installé des bases de vie sur trois zones entre Bejaïa et Bouira (Ibourassen, Amizour, Ahnif). Elles permettent à la CRCC de loger son personnel chinois et d'entreposer les engins et les matériaux de construction sur les chantiers de la pénétrante. Ces chantiers emploient, en 2014, environ 1500 salariés, toutes catégories confondues : 380 Chinois et 1200 Algériens.

L'organisation de l'entreprise et de ses chantiers est complexe. Elle implique bien sûr le travail, dans un cadre hiérarchique et fonctionnel qui est ici traversé par une division ethnicisée des tâches, des fonctions, des statuts et des conditions de vie et de travail. Elle engage également d'autres acteurs, extérieurs à l'entreprise proprement dite, mais qui ont un rôle crucial dans l'organisation du chantier et côtoient quotidiennement les dirigeants, techniciens et ouvriers : d'une part

l'agence étatique chargée du suivi administratif du chantier et d'autre part le bureau d'étude qui a réalisé les plans du projet et qui est missionné pour le contrôle de la conformité des travaux. L'entreprise doit également gérer un troisième volet des relations qui lui sont extérieures mais influencent son mode de fonctionnement et d'organisation : les rapports conflictuels que la mise en œuvre des chantiers, des bases de vie et des sources d'approvisionnement en matière premières génèrent avec les populations locales.

Des premières observations réalisées dans le cadre des mes enquêtes de terrain (2015 ; 2017) se dégagent trois grandes pistes de recherche et d'interrogations.

Les rapports au travail et l'organisation interne de l'entreprise chinoise

Ce premier volet est le plus important. Il consiste à appréhender l'entreprise dans sa dimension centrale de l'organisation du travail et des relations de travail, en s'intéressant à l'ensemble des strates hiérarchiques d'acteurs.

On observe sur le chantier, des centaines d'ouvriers, de techniciens, d'ingénieurs et de cadres administratifs chinois qui travaillent 10 à 12h par jour sans relâche. Car les chantiers de la pénétrante opèrent 24h/24h avec une organisation de travail et une division des tâches remarquables. C'est d'ailleurs ce qui caractérise la dynamique du travail de la plupart des entreprises chinoises de BTP.

La CRCC n'a recours à la main-d'œuvre algérienne que pour compléter le personnel administratif et les nombreux postes subalternes (ouvriers, agents de maîtrise, chauffeurs, gardiens). Ces salariés – sous contrat avec la CRCC – travaillent 8h/jour en trois équipes et sont placés sous les ordres des ingénieurs et des cadres chinois. Cette position subalterne engendre une situation conflictuelle : les salariés algériens se sentent dévalorisés par le sentiment de supériorité affiché par les employés chinois, reçoivent un salaire moindre, ne disposent pas d'équipements de sécurité et leur exclusion de la base de vie implique de longs trajets quotidiens entre leur domicile et le chantier. De plus, les dirigeants chinois obligent parfois les ouvriers algériens à travailler au-delà des horaires fixés par la législation algérienne. Les conflits sont nombreux et se manifestent parfois par des grèves ou des arrêts de travail.

À l'inverse, les dirigeants, ingénieurs, techniciens et ouvriers qualifiés chinois en situation d'expatriation sont placés dans le cadre d'une institution « totale » qui les encadre étroitement puisque l'entreprise est à la fois leur communauté de travail et leur communauté de vie : les techniciens et ouvriers subalternes n'ont généralement pas le droit de sortir des bases de vie en dehors du temps consacré au travail ; ils ont, presque, interdiction de côtoyer la société algérienne en dehors des relations de travail. Dans cet univers clos, les conditions de travail et de vie sont rudes, mais les salariés chinois disposent néanmoins d'une rémunération



© Hicham Rouibah.

relativement plus élevée (versée directement en Chine), de meilleurs équipements de sécurité, et d'une position dominante et/ou plus valorisée dans le cadre du travail. Si les rapports hiérarchiques sont très marqués, les conflits ne se manifestent pas de façon apparente.

L'ensemble de ces situations particulières nous incite dans un premier temps à observer de manière approfondie comment se forment les relations de travail quotidiennes, de collaboration, d'encadrement, de communication, et comment se configurent les rapports entre les strates hiérarchiques, les rapports entre ces deux groupes de salariés (algériens et chinois), et au sein de chacun d'eux. Comment les acteurs de cet ensemble complexe de salariés vivent-ils leur situation de travail ? Comment se la représentent-ils ? Comment élaborent-ils leurs relations ? On ne peut répondre à ces questions sans simultanément s'intéresser aux trajectoires professionnelles et biographiques, mais aussi à leur univers familial. En ce qui concerne particulièrement les salariés expatriés chinois, comment sont-ils mobilisés et encadrés sur le terrain ? Comment sont-ils recrutés et quelles sont leurs principales motivations pour s'expatrier ? Comment vivent-ils en Algérie et sous quelles conditions ? Quels sont les dispositifs de vie au sein de leurs bases de vie ? Quelle est leur vie sociale dans les bases de vie après le travail ? Quelles relations entretiennent-ils avec leur famille en Chine, et quels sont leurs aspirations ?

Gestion des relations de partenariat et des approvisionnements des chantiers

Le second volet, relatif à la complexité du fonctionnement du chantier, peut s'insérer dans un cadre d'économie politique qui implique un ensemble d'acteurs extérieurs à l'entreprise proprement dite. Il se caractérise notamment par une relation triangulaire entre : (1) l'Agence Nationale Autoroutière (ANA) dépendant du ministère des Travaux publics dont la mission est de coordonner la gestion administrative du projet et suivre son

avancement vis-à-vis des délais négociés ; (2) un bureau d'étude étranger (sud-coréen/italien) qui a réalisé les études architecturales et les plans du projet et qui est chargé en lien avec l'ANA du contrôle de la conformité et de la qualité des travaux ; (3) le groupe chinois CRCC, associé dans un consortium avec le groupe algérien SAPTA, s'occupe de la réalisation technique du projet depuis les plans du bureau d'études jusqu'à la finalisation des travaux. Remarquons au passage que le groupe algérien SAPTA est une entreprise en difficulté financière et technique ne disposant plus de son propre marché. L'association avec le groupe chinois CRCC avait comme objectifs, d'une part, de relancer et de redynamiser l'activité de la SAPTA et, de l'autre, de permettre à la CRCC de bénéficier de son entreegent dans les démarches administratives.

Les rapports entre ces trois ensembles d'acteurs sont conflictuels et d'autant plus tendus que la réalisation (par la CRCC) de l'axe central de l'autoroute Est-Ouest a donné lieu à un procès pour corruption amplement médiatisé en 2015 et qu'un scandale public a éclaté à propos des malfaçons, si nombreuses que des travaux de réparation ont dû être engagés sur l'ensemble du trajet autoroutier alors qu'il venait à peine d'être achevé. Dans ce contexte, l'ANA et le bureau d'étude, chargés du contrôle et du suivi de l'état d'avancement du chantier sont d'autant plus enclins à critiquer la qualité des

travaux mais surtout à dénoncer vivement le retard accusé dans la livraison du projet. Un retard que les responsables chinois expliquent, entre autre, par le manque de matières premières (ciments, gravats, ferrailles). En effet, depuis les années 1990, ces matières premières sont en état récurrent de pénurie en Algérie, du fait d'un déséquilibre du marché : une forte demande par les constructeurs (publics et privés) face à une très faible capacité de production et d'extraction de ces matières.

Ce second volet incite donc à s'intéresser aux rapports entre les trois organismes qui gèrent le projet autoroutier, en considérant les ingénieurs et agents de l'ANA et du bureau d'étude comme des acteurs du chantier, au même titre que l'ensemble des salariés évoqués dans le premier volet. Il s'agit, comme pour les salariés chinois et algériens de la CRCC, de comprendre et de prendre en compte leur point de vue et leur logique propre, leur situation de travail et leur trajectoire professionnelle et biographique. Il s'agit également de comprendre comment les dirigeants de CRCC gèrent la relation avec les deux organismes, dont l'un représente directement les autorités algériennes, et l'autre est mandaté par elles.

Un second aspect de ce deuxième volet a trait au caractère crucial de l'approvisionnement en matières premières. Là encore, il est nécessaire de s'intéresser aux relations qui s'établissent entre les dirigeants de la CRCC et les fournisseurs



© Hicham Rouibah.

d'une part, mais aussi les formes de pression sur les autorités publiques, par l'intermédiaire de l'ANA, ou de la SAPTA, le partenaire de la CRCC dans le consortium dont l'une des fonctions principales est probablement cette intermédiation.

L'entreprise chinoise et l'environnement social algérien

Comme souligné ci-dessus, l'arrivée de toute entreprise chinoise de BTP en Algérie se traduit inévitablement par l'implantation de bases de vie et de chantiers qui s'étalent sur des dizaines de kilomètres, sur des terrains très souvent privés. C'est le cas de la pénétrante autoroutière entreprise par la CRCC qui a provoqué des contestations concernant l'acquisition de terrains. Des conflits avec le voisinage s'érigent à propos de l'expropriation des terrains.

Les contestations diffèrent selon l'utilité des biens endommagés : certains sont contraints de quitter leur maison, d'autres cèdent des terres agricoles, et d'autres encore des terrains vierges, pour laisser place aux chantiers ou aux bases de vie chinoises et parfois aussi pour des sites d'extraction et d'exploitation de ressources naturelles de construction (gravats et autres matières premières). Les expropriations – indemnisées selon les barèmes fixés par les autorités algériennes – sont souvent rejetées d'une manière catégorique par les propriétaires algériens. La situation alimente alors une hostilité envers les Chinois mais aussi envers les autorités algériennes. Accusées de négliger les problèmes de la vie quotidienne des villageois (manque de transport public, accès au service de gaz de ville etc.) celles-ci sont alors accusées de les forcer à céder leurs terrains à des étrangers qui deviennent, pour une bonne période, « voisins » soit par leurs chantiers ou leurs bases de vie. Les villageois mènent alors des actions pour protester contre ce qu'ils qualifient de « confiscations » (Rouibah, 2011 ; 2015), en tentant, par exemple, de bloquer les travaux, perturbant ainsi le déroulement du chantier ; en d'autres occasions, les populations locales revendiquent une priorité dans le recrutement sur les chantiers. L'entreprise doit alors intervenir

pour gérer ces conflits, qui se répercutent sur ses relations avec l'ANA et le bureau d'étude chargés du suivi, puisque le calendrier des travaux et le respect des délais sont des aspects cruciaux du cahier des charges.

Ce dernier volet de la recherche se présente comme une extension de l'enquête sur le fonctionnement du chantier et les rapports entre la CRCC et son environnement social. Il est heuristique dans la mesure où il constitue une part de la réalité des rapports sociaux que l'entreprise doit gérer et fait donc partie du fonctionnement réel de la production, et parce qu'il apparaît en outre comme un révélateur à la fois du rapport entre la population et les autorités, et des processus de construction de l'étranger. Il serait donc judicieux de comprendre ces rapports conflictuels, en nous intéressant au discours, revendications et actions des expropriés, et à la manière dont les conflits sont réglés. En parallèle, par le même biais, il s'agit de saisir les dimensions sociales de la mobilisation des expropriés.

En outre, en ce qui concerne plus spécifiquement les bases de vie, on cherchera à observer les relations et les interactions quotidiennes entre les travailleurs chinois et les populations qui résident dans le voisinage immédiat. Existe-t-il une entente, des formes d'interaction et de communication entre les expatriés chinois regroupés dans les bases de vie et les habitants des zones qui les environnent ?

Ce troisième volet offre l'opportunité d'enquêter sur trois régions hétérogènes par leur position géographique (une commune montagnarde, une rurale et une autre préurbaine), leur culture locale, leur situation socioéconomique, leur histoire postcoloniale et leurs tensions internes. Ces éléments sont des paramètres fondamentaux pour comparer les matériaux d'enquête recueillis sur les chantiers et les espaces résidentiels de l'entreprise chinoise. Ces paramètres de contextualisation sont essentiels pour comprendre comment l'entreprise chinoise fabrique ses relations avec les populations locales.

Toutefois, je choisirai une région parmi les trois où je passerai plus de

temps d'enquête. Il est en général utile, voire nécessaire, de se donner un lieu de recherche intensif, portant sur un ensemble social d'interconnaissance, qui puisse servir ensuite de base de référence pour des enquêtes plus extensives sur les deux autres régions (De Sardan, 1998).

Quelles démarches méthodologiques pour les enquêtes de terrain ?

La démarche de recherche que je me propose de mettre en œuvre se fonde sur la socio-économie du travail et l'anthropologie de l'entreprise : une approche désormais bien éprouvée et consolidée depuis une vingtaine d'années, sur des bases épistémologiques et méthodologiques élaborées dans le cadre de l'IRD, notamment par Monique Selim et Laurent Bazin, qui suit les travaux que j'ai réalisés sur les entreprises chinoises en Algérie depuis 2012, et co-encadrera la réalisation de ce projet de thèse (cf. Althabe, Selim, 1998 ; Bazin, 1998 ; 2010 ; Bazin, Selim, 1995 ; 2001 ; Bazin, Hours, Selim, 2009 ; Cabanes, Lautier, 1997). Cette approche se caractérise en particulier, vis-à-vis des travaux plus classiques de sociologie ou d'anthropologie du travail, par l'appréhension dans le champ de l'enquête de l'ensemble des catégories hiérarchiques et des acteurs qui composent l'entreprise. Elle repose sur une double hypothèse : d'une part que les acteurs qui composent le champ social de l'entreprise élaborent leurs rapports entre eux, et d'autre part qu'ils ne sont pas déterminés par leur position dans le champ du travail, mais par l'ensemble des relations sociales qui composent leur univers. Ma démarche s'inspire en outre des recherches menées plus spécifiquement par Françoise Bourdarias sur les entreprises chinoises au Mali également dans le cadre de l'IRD-CESSMA ; enfin, elles s'appuient également sur l'approche élaborée par Djamel Guerid (2007), sociologue de l'université d'Oran, pour analyser les rapports conflictuels des entreprises à leur environnement urbain dans la période d'industrialisation volontariste des années 1970-1980.

Cependant, la complexité et l'ampleur de cette entreprise particulière que représente le chantier autoroutier dirigé par la CRCC (1200 salariés, répartis en deux groupes chinois et algérien, et l'étalement géographique des chantiers et des bases de vie) nécessitent le recours à une approche complémentaire et des techniques d'enquête inspirées de la socio-économie. C'est pourquoi ma démarche de recherche se tourne vers un pluralisme méthodologique (Rihoux, 2006). L'utilisation de méthodes mixtes présente une difficulté épistémologique dont je suis conscient, en particulier la contradiction de la finalité des techniques relatives aux différentes approches. L'approche inductive et qualitative qui caractérise l'anthropologie de l'entreprise s'efforce de déconstruire les catégories et de mettre en évidence la singularité des situations ; une enquête quantitative vise au contraire à situer les enquêtés ou les événements dans des catégories et à identifier des régularités, des récurrences et des ressemblances. Mon intention est donc d'adapter à ce terrain particulier les techniques d'enquête, de manière à combiner l'investigation ethnologique avec des outils d'enquête quantitatifs (par questionnaire) et à mieux connaître les caractéristiques de la population de salariés du chantier. Cette dualité des approches est nécessaire, malgré leur aspect antinomique, parce que l'enquête par observation et entretien ne peut toucher qu'une fraction des acteurs d'un chantier de grande ampleur, et que seule une enquête par questionnaire peut permettre de la recadrer et de la situer dans l'ensemble plus vaste que constitue l'entreprise.

Techniques qualitatives : Observations et entretiens anthropologiques

Observation : mon choix est porté sur l'observation directe principalement du travail sur les chantiers et des espaces résidentiels de l'entreprise chinoise (bases de vie). L'idée est d'observer d'abord le chantier et la base de vie chinoise de l'extérieur avant d'amorcer

une immersion, une familiarisation progressive avec les acteurs et de solliciter des entretiens. Durant les premiers mois, j'alternerai l'observation entre chantiers et espaces résidentiels chinois. L'objectif est de saisir l'organisation concrète du travail (salariés chinois et algériens) et les relations de travail d'un côté, la vie sociale et professionnelle des acteurs chinois dans l'univers clos de la base de vie de l'autre. L'observation s'appuie également sur la photographie qui procure des documents très illustratifs des conditions dans les bases de vie et sur les chantiers.

Entretien : j'estime le nombre d'entretiens nécessaires à une centaine,

parcours professionnel, leurs motivations, ambitions et attentes, les difficultés, les obstacles et les déceptions.

Une difficulté particulière surgit ici de la pluralité des langues, mais elle constitue simultanément une part de la réalité sociale du chantier et permettra de comprendre les formes de la communication mise en œuvre dans le cadre des rapports de travail.

Les entretiens avec les cadres chinois de la CRCC (ingénieurs et personnel de l'administration) se déroulent en anglais ou en français (Rouibah, 2011 ; 2015). Leurs homologues algériens de la CRCC et de l'ANA s'expriment en arabe dialectal, en kabyle et parfois en français.

Les entretiens avec le groupe des ouvriers chinois ne peuvent se dérouler



© Hicham Rouibah.

incluant les salariés de toutes catégories (chinois et algériens, du directeur au sommet de l'échelle hiérarchique jusqu'aux manœuvres à l'échelon subalterne) de la CRCC, mais aussi les ingénieurs et agents de l'ANA et du bureau d'étude, et des villageois expropriés ou dans le voisinage des bases de vie. Les entretiens seront non directifs : il ne s'agit pas de puiser dans une série de questions préconçues, mais d'inviter mes interlocuteurs à porter un regard sur leur propre situation et à mettre en perspective le cadre de travail de l'entreprise chinoise avec leur vie sociale et familiale, leur

qu'en chinois, car les ouvriers ne parlent que leur langue régionale et le mandarin. C'est pourquoi le recours à un traducteur s'impose. Celui-ci n'est pas seulement un interprète mais est amené à s'impliquer dans la recherche et forme avec le chercheur un binôme. Il joue un rôle important dans le déroulement même des entretiens, dans leur saisie et leur transcription, mais aussi dans l'observation, l'analyse des situations et la compréhension des représentations liées aux termes utilisés (cf. Bazin *in* Bazin, Hours, Selim, 2009). C'est pourquoi le choix de l'interprète est

crucial. J'ai eu recours lors de l'enquête exploratoire réalisée en avril-mai 2015 à un interprète professionnel algérien (chinois/français) qui correspondait à ces critères et qui sera apte à s'associer au travail d'enquête lorsque ce sera nécessaire pour la réalisation des entretiens (Rouibah, 2015).

Enfin, les entretiens avec les ouvriers algériens, ainsi que ceux qui concernent les habitants touchés par les expropriations ou qui habitent dans le voisinage du chantier, auront lieu en arabe dialectal ou en kabyle.

À la différence du questionnaire, l'échantillonnage est inutile pour le choix des entretiens : il convient ici plutôt de veiller à la pluralité des acteurs, de s'intéresser à des équipes de travail, à des groupes constitués au sein des bases de vie, ou encore de se concentrer sur les acteurs d'événements singuliers. Les entretiens permettent de comprendre les représentations, les logiques sociales et le sens des pratiques observées, et ne reposent pas sur une recherche de représentativité (de Sardan, 1990).

Techniques quantitatives : Questionnaire et analyse secondaire de données

Questionnaire : le recours à une enquête par questionnaire a pour principal objectif de contextualiser et d'appuyer l'enquête ethnologique : répondre à des interrogations descriptives et causales (variables dépendantes indépendantes) mais aussi vérifier certaines hypothèses. J'ai été formé aux techniques d'enquête quantitative et aux outils informatiques d'analyse des données dans le cadre d'un master à l'université Lille 1.

Le questionnaire concernera les ouvriers chinois, en complément des entretiens, et portera principalement sur des questions combinées entre fermées et semi-ouvertes et un style alternant entre direct et indirect en fonction des variables. Celles-ci seront construites sur mes matériaux antérieurs. Le questionnaire sera traduit en langue chinoise et comportera quatre chapitres :

Ch1 : sur le bloc signalétique qui englobe les caractéristiques socio-démographiques (âge, statut, situation familiale, années d'expatriation ...) pour tracer le profil des salariés permettant ainsi de donner une meilleure description de la main-d'œuvre mobilisée par l'entreprise chinoise ;

Ch2 : sur le parcours professionnel (métier antérieur, formation, salaire en Chine, autre expérience en Afrique) et moyen de recrutement (cabinet spécialisé, conditions d'embauche, l'après l'expatriation) ;

Ch3 : sur le motif et/ou la motivation d'expatriation (expérience, salaire, endettement, projet familial : enfants, parents, acquisition de bien immobiliers, représenter la Chine) ;

Ch4 : sur les conditions de vie et de travail en évaluant le sentiment de satisfaction/insatisfaction des ouvriers (restauration et logement, rapports avec les supérieurs, relations avec les ouvriers algériens, législation : congés, indemnités, sécurité sociale).

Échantillonnage et mode de passation : durant l'enquête exploratoire auprès de la CRCC (Rouibah, 2015), j'ai pu accéder à la liste du personnel. Je peux donc penser à une méthode probabiliste avec échantillonnage stratifié. C'est sur cette base que je compte sélectionner l'échantillon, tout en gardant à l'esprit que la population y est instable (départ des salariés, arrivées d'autres, congés, victimes d'accidents de travail, etc.) et qu'il faudrait probablement interroger d'autres personnes. Le mode de passation des questionnaires serait auto-administré, à savoir que chaque répondant serait seul ou avec ses collègues face à son questionnaire, auquel il répondrait lui-même par écrit. Une fraction de la population cible n'est pas alphabétisée. Cependant, dans une enquête antérieure (Rouibah, 2011), les ouvriers qui savaient bien lire et écrire le mandarin aidaient leurs collègues ayant des déficits linguistiques à comprendre et à répondre aux questions.

Dans ce contexte de quantification et de représentativité, il serait préférable d'interroger environ une centaine de

personnes, réparties entre les classes d'âge figurantes (ex : 120 ouvriers/les 380).

Type et moyens d'analyse : les questionnaires donneront suite à une analyse statistique descriptive. Les indicateurs comme la moyenne et les corrélations permettront de croiser des variables qui peuvent vérifier certaines hypothèses.

Exemples :

Les ouvriers sont plus âgés que les cadres, et sont issus de provinces pauvres en Chine, généralement des paysans reconvertis en ouvriers.

L'expatriation en Afrique est plutôt motivée par des nécessités financières, avoir une carrière et une stabilité professionnelle ou par une quête de « renouveau » : la Chine a longtemps été un pays fermé où la politique du PCC et la pauvreté ont obligé la plupart des Chinois à rester dans leur pays.

Le traitement de ces données quantitatives se fera sur logiciels de programmation statistique (SPSS 2.0, SAS 1.8). De même, les données descriptives sur les bases de vie de l'entreprise chinoise seront traitées sur logiciels cartographiques (Philcarto, Cartes & Données 6.0).

Analyse de données secondaires : l'accès à certains documents administratifs des organismes sur le terrain (la CRCC-SAPTA, l'ANA et le bureau d'études) comme la liste du personnel, les rapports de la direction, les bilans comptables, les données sur les chantiers, etc. me permettront de procéder à une analyse secondaire de données pour comparer avec les résultats des différentes techniques appliquées (questionnaires, observations et entretiens). Cette technique m'aiderait à acquérir une connaissance sur le cadre législatif de la coopération sino-algérienne et de la relation triangulaire ainsi que sur les questions d'approvisionnement en matière de construction. C'est aussi un moyen pour mesurer l'écart entre la réalité observée et communiquée par les acteurs, et celle des rapports administratifs et gestionnaires.